

Directive services : un compromis acceptable pour les SIG ?

Le Parlement européen a examiné, en première lecture, le 16 février dernier, le projet de directive services. Son vote nous enseigne plusieurs choses :

1. La démocratie européenne a fonctionné. Les débats parlementaires ont abouti à un texte très différent de la proposition de la Commission, qui prend en compte les principales revendications exprimées par les syndicats, les ONG et les citoyens européens.

2. Tout n'est pas réglé, notamment sur le principe du pays d'origine (PPO), car le texte voté renvoie, de fait, à la jurisprudence de la Cour, qui, elle, n'exclut pas le droit du pays d'origine dans la libre-prestation des services ; mais la philosophie du texte voté est profondément différente de celle du projet initial. Elle revient à une méthode classique de la construction européenne en n'excluant plus l'harmonisation.

3. Ce projet a suscité une mobilisation européenne, qui n'est pas qu'une addition de mobilisations nationales et qui a évolué en parallèle des débats parlementaires. L'hostilité à certains aspects s'est très vite accompagnée de propositions pour modifier en profondeur le texte. La construction d'un marché des services n'étant contestée qu'à la marge, il s'est alors agi de construire un marché qui contribue à la construction européenne sur le plan économique, mais aussi de l'emploi, des garanties sociales pour les salariés, de la protection des consommateurs, de l'environnement, etc.

4. Sur les services d'intérêt économique général (SIEG), le texte a été très fortement amélioré (voir ci-dessous). Certes, en général, ils entrent dans le champ d'application de la directive, car tous ceux qui font l'objet d'une réglementation spécifique (transports, énergie, poste, etc.) en sont exclus. Sont exclus également les services sociaux d'intérêt général, la santé, le logement social. Il subsiste encore des interrogations sur la portée exacte de ces exclusions qui n'exemptent pas des règles générales du Traité. La vigilance, la mobilisation des réseaux concernés, des usagers-citoyens est nécessaire, avec le CELSIG, pour maintenir, voire élargir, ces acquis.

5. Les SIEG sont logiquement exclus des dispositions sur la libre-prestation des services car il y a contradiction entre continuité du service, qui est un principe de base des SIEG, et prestation de courte durée. Ils sont également exclus du dispositif d'évaluation réciproque des autorisations d'agréments nécessaires pour exercer leur activité. Cette exclusion est également logique car il y aurait contradiction pour une autorité publique à attribuer des obligations de service public, définies par elle-même, à un opérateur inapte à fournir la prestation.

6. Le concept de "raison impérieuse d'intérêt général" entre dans le questionnement sur les SIG/SIEG. Encore imprécis, les rédactions qui le définissent n'ont pas exactement le même contenu au long du texte et il ne concerne pas tous les champs possibles au regard des Traités (patrimoine culturel, par ex.).

7. Le processus législatif n'est pas terminé. Le PE a joué son rôle et amélioré considérablement le texte. .../...

Services directive: an acceptable compromise for SGI?

On 16th February the European Parliament examined, during the first reading, the services directive draft. Its vote invites a number of observations:

1. The European democracy worked properly. Parliamentary debates led to a text that is quite different from one proposed by the Commission which takes into account principal concerns expressed by the European trade unions, NGOs and citizens.

2. Not everything is settled though, in particular, on the principle of the country of origin (PCO), because the voted text, effectively, refers the matter to the Court's case law, which does not exclude the law of the country of origin in the free-provision of services; however, the doctrine of the voted text is profoundly different from that of the initial draft. It reverts to a traditional method of European construction by not excluding harmonisation any more.

3. This draft provoked a European-wide mobilisation, which is not merely an addition of national mobilisations and which has evolved along with parliamentary debates. Objections to some of its aspects were quickly accompanied by proposals to profoundly modify the text. Since the construction of a services market is only marginally opposed, the question is how to set up a market which contributes to the European construction from the economic point of view, but also in employment, employees' social guarantees, consumers' protection, environment, etc.

4. On the issue of services of general economic interest (SGEI), the text has been improved quite significantly (see below). Admittedly, they in general fall into the scope of the application of the directive, because all those which are covered by a specific regulation (transport, energy, station, post, etc.) are excluded from it. Others also excluded are, social services of general interest, health and social housing. There still remain some concerns on the exact scope of these exclusions which do not exempt general from rules of the Treaty. It is necessary to maintain alertness, mobilisation of concerned networks and of user-citizens, with the CELSIG, in order to maintain or even extend these accomplishments.

5. SGEI are logically excluded from measures on the free-provision of services because there is contradiction between service continuity, which is a guiding principle of the SGEI, and short term provision. They are also excluded from the system of reciprocal evaluation of the authorisations of approvals necessary in carrying out their activities. This exclusion is equally logical because there would be contradiction for a public authority to allot public service obligations, that it has defined, to an operator not capable to provide the service.

6. The concept of "imperative requirement of general interest" comes in on the issue of SGI/SGEI. It is still vague and all the drafting defining it do not have exactly the same content throughout the text and it does not touch all possible areas as regards the Treaties (cultural inheritance, for example).

7. The legislative process is not complete. The EP has played its role and considerably improved the text. .../...

La Commission a déclaré qu'elle en tiendrait compte, ce qui, en démocratie, est la moindre des choses. Sa position sera connue après le Conseil européen de mars et elle présentera un texte remanié au Conseil, en avril. Il est primordial que celui-ci reprenne les dispositions du compromis politique du PE qui a été salué comme positif par quasiment tous les protagonistes. Toute autre solution mettrait à bas le travail du PE et serait un très mauvais signe pour l'avenir de l'Union et son fonctionnement démocratique.

8. La question des SIG/SIEG a été essentiellement réglée, dans le texte du Parlement, par leur exclusion du champ d'application, soit totalement, soit partiellement. Cependant, cette question demeure et les débats sur la directive services ont démontré l'urgence et la nécessité d'un (ou des) texte(s) transversal(aux) sur les SIG/SIEG dans l'Union. La question ne pouvait pas être traitée correctement par un texte portant sur la réalisation du marché des services et, à juste titre, le Parlement ne l'a pas fait. Ce compromis est donc acceptable, mais la nécessité de textes transversaux, simples et clairs sur les SIG, est apparue plus nettement. Espérons que la Commission en tiendra compte, sortira de ses tergiversations et présentera dans les semaines qui viennent un texte à ce sujet. Tous les éléments sont aujourd'hui sur la table, il ne manque que la volonté politique. Le CELSIG, pour sa part, travaille à un tel texte.

J-C. Boual, K. Varin, P. Bauby

Directive services : SIEG principales modifications

L'article 1er précise que : "la directive ne s'applique pas aux services publics de soins de santé", qu'elle "ne porte ni sur la libéralisation des services d'intérêt économique général, ni sur la privatisation d'entités publiques fournissant ces services [et] s'applique sans préjudices des dispositions communautaires relatives à la concurrence et aux aides", elle "ne porte pas atteinte à la faculté des Etats membres de définir [...] ce qu'ils entendent par services d'intérêt économique général, la manière dont ces services devraient être organisés et financés, ou les obligations spécifiques auxquelles ils sont soumis", et "n'affecte pas les services qui poursuivent un objectif d'aide sociale", elle "s'applique sans préjudice du droit du travail [...] y compris le droit de mener une action syndicale et les accords collectifs [...]".

A l'article 2 sont exclus, notamment "les services d'intérêt général tels que définis par les Etats membres, les communications électroniques [...], les services de transports y compris les transports urbains [...], les services portuaires, les soins de santé, les services audiovisuels, les professions et activités qui participent [...] de l'exercice de l'autorité publique dans un Etat membre, les services sociaux".

A l'article 16, le PPO est remplacé par la "libre prestation de services". Un alinéa prévoit une clause de révision au bout de cinq ans "après consultation des Etats membres et des partenaires sociaux au niveau européen". Les restrictions imposées aux prestataires transfrontaliers devront respecter les principes du traité de non-discrimination, nécessité, proportionnalité. Cet article "ne s'applique pas, notamment, aux services d'intérêt économique général qui sont fournis dans un autre Etat membre".

Une analyse plus complète du texte du Parlement européen peut être consultée sur le site de CELSIG (en français uniquement).

The Commission declared that it would consider it, which is quite natural in democracy. Its position will be known after the March European Council and it will present an amended text at the Council in April. It is very important that the text should include provisions of the political compromise of the EP which was welcomed as being positive by almost all protagonists. Any other solution would bring down the EP's work and would send out a very bad signal for the future of the Union and its democratic operation.

8. The issue of SGI/SGEI was primarily settled in the Parliament's text through their exclusion, either completely or partially, from the scope of its implementation. However, this question still stands and debates on the services directive have shown the urgency and the need for a transversal text (or texts) on SGI/SGEI in the Union. The question could not have been dealt with sufficiently by a text on setting up services market and the Parliament, understandably so, did not do it. This compromise is thus acceptable, but the need for transverse, simple and clear texts on the SGI, stood out more clearly. Let us hope that the Commission will take it into consideration and leave aside its tergiversations and, will in the coming weeks, present a text on this subject. All elements are today on the table, what is lacking is the political good-will. CELSIG, for its part, is working on such a text.

J-C. Boual, K. Varin, P. Bauby

Directive services: SGEI principal amendments

Article 1 specifies that: "the directive does not affect public healthcare services", that it "shall not deal neither with the liberalisation of services of general economic interest nor with the privatisation of public entities providing these services. [and] will deal without prejudice on Community measures concerning competition and aid.", it "does not affect the freedom of Member states to define, [...] what they consider to be services of general economic interest, how those services should be organised and financed and what specific obligations they should be subject to", and "does not affect services pursuing a social welfare objective" it "shall apply without prejudice to labour law [...] including collective agreements and the right to take industrial action [...]".

Excluded from article 2 are, in particular, "services of general interest as defined by the Member States and electronic communications [...], transport services including urban transports [...], port services, healthcare, audio-visual services, professions and activities that are connected with [...] in the exercise of the public authority in a Member State, social services".

In article 16, the PCO is replaced by the "freedom to provide services". A subparagraph lays down a revision clause after a period of five years "after consultation with Member States and social partners at the European level". Restrictions imposed to cross-border providers will have to observe the principles of the treaty of non-discrimination, necessity and proportionality. This article "is not applicable, in particular, to services of general economic interest which are provided in another Member State".

A more comprehensive analysis of the European Parliament's text is available on the CELSIG website (in French only).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*..